

# La Société d'études économiques et sociales aura 60 ans en 2003

Autor(en): **Jenny, Alain**

Objektyp: **Postface**

Zeitschrift: **Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes  
Economiques et Sociales**

Band (Jahr): **60 (2002)**

Heft 2: **Développement durable : réponses technologiques suisses aux  
besoins environnementaux des pays émergents**

PDF erstellt am: **23.09.2024**

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

## POSTFACE : LA SOCIÉTÉ D'ÉTUDES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES AURA 60 ANS EN 2003

*Alain JENNY*

*Docteur en sciences économiques*

*Président de Granit SA*

*Lausanne, Suisse*

*alain.jenny@granit.span.ch*

### **Une volonté d'interdépendance**

Fondée en 1943, au plus fort de la tempête qui agitait l'Europe, la Société d'études économiques et sociales avait pour but de créer une plate-forme de réflexion commune aux responsables politiques et économiques, aux universitaires et aux représentants du monde du travail. Il s'agissait d'opposer à la formidable pression que notre pays subissait du fait de la guerre une communauté de vues de la société civile, des autorités politiques et militaires et de la presse. Il paraissait essentiel que tous s'expriment d'une même voix. La Revue économique et sociale fut créée comme organe d'expression et ne cessa plus, dès lors, de publier des opinions et des synthèses portant sur tous les aspects essentiels de la vie de notre société contemporaine.

60 ans plus tard, le besoin d'un véritable dialogue entre les différentes parties constituantes de la société helvétique, visant à s'identifier tous ensemble à une vision commune, est toujours aussi fort. La guerre s'est déplacée et plus aucun pays n'est à l'abri de ses effets, contrairement à 1943 où l'île helvétique, tout comme de nombreuses régions du monde, étaient épargnées.

Une nation se veut aujourd'hui le représentant des forces du bien, et classe dans les forces du mal qu'il faut éradiquer par tous les moyens, mais d'abord par la force des armes, tous ceux qui n'acceptent pas ses «diktats» économiques et politiques.

Parallèlement, sur le plan intérieur dans notre pays, les tensions s'exacerbent entre artisans d'une croissance économique basée sur le seul profit à court terme, et partisans d'un véritable développement durable; entre partisans d'un repli stérilisant sur soi-même ou promoteurs de la globalisation, quitte à laminier les différences culturelles, religieuses et politiques auxquelles une partie importante de la population reste attachée; entre générations montantes ou descendantes, quatre générations successives coexistant pour

la première fois dans l'histoire; entre partisans du maintien d'un service public fort et responsable ou néo-libéraux qui veulent laisser les pleins pouvoirs à un secteur privé qui n'a pas encore apporté la preuve de sa capacité à gérer aussi le long terme; entre représentants de la gauche ou de la droite, pour autant que ce clivage signifie encore quelque chose; entre partisans d'une poursuite de la collectivisation forcée de l'épargne, confiée à travers des «fonds de pension» à des «experts» et des analystes financiers, ou promoteurs de la véritable économie privée, qui confie aux entrepreneurs l'épargne de la nation en vue d'assurer la relève de l'économie; entre nostalgiques d'un «modèle helvétique» dépassé qui nous a assuré des décennies de prospérité mais ne répond plus aux défis de la globalisation débridée, ou artisans d'un renouveau encore à découvrir, basé sur les vertus du dialogue et des compromis.

A l'heure de faire des choix souvent irréversibles, rappelons-nous que la vérité n'est jamais l'expression des extrêmes et que c'est l'intégration réussie de plusieurs cultures, de plusieurs langues, de plusieurs religions et d'une mosaïque de petites collectivités qui a permis à la Suisse, petit pays, de faire entendre sa voix et respecter ses citoyens dans le concert des Nations.

De nouveaux partenariats, originaux, permettant un renouveau de structures dépassées, doivent déboucher sur des synergies entre secteur public et secteur privé, entre théoriciens et praticiens, entre chercheurs et entrepreneurs, entre travailleurs et patrons, entre jeunes et vieux, entre protecteurs de l'environnement conscients de l'importance de lutter pour maintenir un bon niveau de vie économique et industriels promoteurs de profits mais respectueux de l'environnement qui sera légué aux générations futures.

En tant que plate-forme de dialogue et de synthèse, 60 ans après sa création, la Société d'études économiques et sociales a certes vieilli; à l'égal de nombreuses autres institutions helvétiques, elle ronronne et continue à exister sans toujours se rappeler pourquoi et dans quel but. De nombreuses autres institutions organisent également des séminaires, des débats, des rencontres consciencieusement relayées par la presse, où des spécialistes s'affrontent, presque toujours sans établir un véritable dialogue. Mais la réflexion commune de toutes les parties concernées, visant à synthétiser le modèle de société auquel nous voulons nous identifier n'existe pas et il faut absolument la promouvoir.

Un organisme neutre, sans but lucratif et par essence consensuel, créé pour un tel objectif il y a 60 ans, est particulièrement bien placé pour regrouper toutes les forces de bonne volonté préoccupées par cette question existentielle. Le nom même choisi par les fondateurs «études économiques et sociales» fixe le cadre de l'exercice, car il n'y a pas de développement économique sans prise en compte des enjeux sociaux, et il n'y a pas de justice sociale sans prospérité économique. Il faudrait ajouter aujourd'hui la dimension écologique comme troisième dimension essentielle. Car, si les catastrophes annoncées en

1972 par les membres du fameux Club de Rome dans un rapport intitulé «Les limites de la croissance» ne se sont pas réalisées dans les délais annoncés par les auteurs, la tendance négative exprimée est de plus en plus évidente pour tous.

Et ce n'est pas en investissant des centaines de milliards de dollars dans les armements, comme annoncé par le président américain pour son budget militaire 2003, devenu le principal moteur de croissance du monde occidental, que les catastrophes écologiques qui pèsent sur l'avenir à court terme de la planète seront maîtrisées.

### **Nécessité d'une vision prospective et appel aux bonnes volontés**

En 1966, la Société d'études économiques et sociales avait organisé un exercice de réflexion prospective intitulé «Vaud 1986», auquel une soixantaine de personnalités issues des différents mondes concernés avaient participé. La comparaison, vingt ans plus tard, de la réalité avec les prévisions fut un exercice très intéressant.

A l'époque, il s'agissait d'évolution, non pas d'un changement du modèle auquel chacun s'identifiait. Aujourd'hui, un tel exercice prospectif devrait se poursuivre quasi en permanence, visant à proposer le modèle de la société au sein de laquelle nous voudrions vivre dans vingt ans.

A l'occasion de ses soixante ans, la Société d'études économiques et sociales propose donc aux nombreuses autres institutions qui se sentent concernées la mise sur pied d'un «Forum de réflexion» qui réunisse périodiquement (tous les mois ?) l'ensemble des personnalités de bonne volonté désireuses de répondre à la question «dans quelle société souhaitons-nous vivre dans 20 ans ?». Un exercice de prospective collectif serait entrepris, où les tâches seraient réparties entre un certain nombre de groupes de travail, s'attaquant aux dimensions éthiques et/ou religieuses, sociales, politiques, environnementales, économiques, culturelles, et surtout à une tentative de compréhension des interrelations entre ces différentes dimensions. L'accent ne serait pas mis sur l'intégration ou non de notre pays à des ensembles plus vastes, mais bien sur l'identification et la mise en évidence des valeurs essentielles de la société auxquelles nous nous identifions, et que nous voulons défendre.

### **Satisfaire les besoins collectifs comme moteur de croissance économique**

Quel que soit le modèle retenu, un certain niveau de développement créateur de richesses est nécessaire. L'histoire du décollage économique de la Suisse est, à cet égard, exemplaire.

Au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, lors de la transformation de la Confédération en un véritable Etat, sanctionnée par la constitution de 1848, la Suisse était un pays sous-développé. Zürich exportait encore, principalement dans le service mercenaire, deux travailleurs sur trois, faute de pouvoir les nourrir.

Le Conseil fédéral de l'époque assigna un grand projet mobilisateur comme objectif commun aux collectivités publiques et aux entrepreneurs privés. Il s'agissait de créer un réseau de télécommunications et de communications, créant des liaisons par «ondes hertziennes» et par chemins de fer entre les principales villes du pays. Un certain Hasler répondit présent à l'appel pour les télécommunications. Bien qu'il n'ait pu aligner aucune référence prouvant qu'il créait quelque chose de «tout à fait innovant mais déjà prouvé ailleurs», on lui fit confiance et il fut à l'origine d'un secteur de télécommunication helvétique qui performa à la pointe mondiale pendant plus d'un siècle, avant que le poids des habitudes n'en entraîne le déclin au milieu du XX<sup>e</sup> siècle.

Faute de charbon, les entrepreneurs de l'époque furent obligés de prendre des risques et de faire confiance à une énergie nouvelle, l'électricité hydraulique. Il fallut du courant pour construire des barrages, des fabrications de turbines, de moteurs, de câbles, etc... Une partie importante des industries qui ont fait la prospérité de la Suisse du XX<sup>e</sup> siècle, les Holderbank, Brown Boveri, Charmilles, Sécheron, Sulzer, etc., etc., sont nées de cet effort collectif pour construire des barrages, produire de l'électricité, et faire rouler des trains.

Ces trains durent franchir les Alpes, il fallut creuser un tunnel sous la montagne, le Gothard. Faute de banquiers courageux, capables de prendre la responsabilité du développement local, les promoteurs durent créer leur propre banque pour accompagner cet ambitieux projet. Cherchant un nom, ils l'appelèrent... le Crédit Suisse.

C'est ainsi que fut créée, en complément d'un développement industriel visant à répondre à un enjeu de société mobilisateur, dans une coopération bien comprise entre pouvoirs publics et entrepreneurs privés, une approche de services financiers à véritable valeur ajoutée, contrairement à ce qui se passe aujourd'hui. Les banquiers de l'époque jouèrent leur rôle en mobilisant l'épargne au service de ce développement. Et la Suisse devint un havre de prospérité.

Un siècle et demi plus tard, l'ensemble des infrastructures de base a été réalisé, et les besoins locaux à satisfaire ne sont plus suffisants pour servir de moteur à l'ensemble de l'économie nationale. Les descendantes des entreprises pionnières de l'époque continuent à exporter, mais, les unes après les autres, victimes de leur obsolescence, elles disparaissent.

## **Améliorer l'environnement dans les pays émergents, un défi créateur de richesses**

Il est donc urgent de susciter un nouvel élan mobilisateur. Pour cela, nous proposons de répondre à la formidable demande de technologies et de solutions environnementales exprimée par les pays émergents.

Crise de l'eau, effet de serre, couche d'ozone, maladies diverses générées par l'hyper industrialisation, telles que la prolifération de dioxines ou de prions, appellent des réponses urgentes. D'après Kofi Annan, secrétaire général de l'ONU, un tiers de l'humanité n'a déjà plus assez d'eau pure pour répondre à ses besoins vitaux, et cette proportion va monter à deux tiers d'ici à 2025. En tant que ressource précieuse, qu'il faut arrêter de gaspiller, l'eau a pris au XXI<sup>e</sup> siècle l'importance du pétrole au XX<sup>e</sup> siècle.

En Suisse, nous avons le privilège de disposer d'énormes réserves d'eau potable. A titre d'exemple, avec un volume de 89 milliards de mètres cubes d'eau, le lac Léman représente une réserve inépuisable d'eau pour ses riverains. Cette ressource est exploitée avec beaucoup d'efficacité, grâce aux méthodes et aux technologies les plus modernes. Cette expertise peut être mise à disposition, contre une juste rémunération, des nombreux pays émergents qui en ont besoin.

En première approche, on pourrait se demander si les technologies les plus modernes employées dans notre pays répondent à la véritable demande des pays pauvres, et s'il ne vaudrait pas mieux pour eux recourir aux solutions anciennes, moins coûteuses en investissement. En fait, le calcul montre que, progrès technologique aidant, des solutions beaucoup plus performantes permettent une telle augmentation d'efficacité que le coût opérationnel résultant en est fortement amélioré.

A titre d'exemple, le taux de pertes dans le réseau genevois de distribution d'eau est de l'ordre de 8%, alors qu'il avoisine les 30% dans de nombreuses grandes villes occidentales et des pays émergents.

La possibilité de livrer, donc de facturer, 20% d'eau potable en plus représente une amélioration nette du coût opérationnel. Le fait d'utiliser des technologies cinq à dix fois plus performantes en termes non seulement qualitatifs, mais aussi de débit, permet également de livrer, donc de facturer, davantage de mètres cubes. Et le fait d'utiliser des technologies compactes, utilisant moins de place, permet d'économiser le terrain affecté aux stations de pompage et à celles de dépollution; dans les villes, ce terrain a aussi une valeur marchande, qui permet de compenser le surinvestissement résultant de solutions plus performantes.

Mais surtout, la lutte contre le gaspillage et la pollution de l'eau représente un gain

écologique majeur, qui sera de plus en plus internalisé dans le calcul économique, au fur et à mesure de l'intensification de la prise de conscience de l'importance de cet enjeu.

La mise en valeur et l'exportation des technologies suisses de protection de l'environnement, telles qu'elles ont été mises en œuvre dans notre pays, représentent donc un formidable potentiel de mobilisation et de croissance économique pour notre pays.

Cette approche de l'interdépendance entre notre pays et les pays émergents est moralement valable, mobilisatrice des efforts du secteur public et du secteur privé, et peut permettre de contribuer à l'essor économique de nos entreprises.

C'est pour en mesurer les perspectives concrètes qu'un premier séminaire, intitulé «Des solutions environnementales suisses pour les pays émergents», a été mis sur pied à l'initiative de la Société d'études économiques et sociales du 24 au 26 octobre 2001 au Musée Olympique à Lausanne.

Des demandeurs et des offreurs de technologies y ont rencontré pendant trois jours des représentants d'organismes de financement nationaux et internationaux désireux de faciliter ces échanges.

Vu le succès de la manifestation et la demande de la plupart des participants, les organisateurs ont décidé d'en promouvoir une deuxième édition au début de 2003.

Toutes les personnes qui se sentent concernées par cet important enjeu sont invitées à participer au deuxième séminaire (janvier 2003) qui portera sur le choix des méthodes de transfert et des technologies adaptées aux pays émergents et mettra en exergue toute une série de cas concrets, mobilisateurs pour l'ensemble des parties prenantes.